



REGLES DE DEONTOLOGIE APPLIQUEES PAR LES VISITEURS MEDICAUX DE LEO Pharma

LEO Pharma au travers de sa Politique Qualité, s'est engagé à respecter :

- La Charte de l'information par démarchage ou prospection visant à la promotion des médicaments signée entre le CEPS et le LEEM,
- Le référentiel de certification afférent, élaboré par la Haute Autorité de Santé.

Cette Charte a pour but de renforcer la qualité de l'information visant à la promotion des médicaments pour en assurer le bon usage auprès des acteurs de santé.

Nos collaborateurs exerçant une activité d'information promotionnelle sont tenus de respecter cette réglementation, et notamment :

- Les règles de déontologie appliquées aux rencontres avec les professionnels de santé, extraites de la Charte de l'information promotionnelle et détaillées ci-dessous,
- L'absence de remise en main propre d'échantillons médicaux gratuits,
- L'interdiction de procurer des avantages conformément aux articles L1453-3 et suivants du Code de la Santé Publique.

1- Vis-à-vis des patients

Nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion sont soumis au secret professionnel et ne doivent rien révéler de ce qu'ils ont pu voir ou entendre dans les lieux où ils exercent leur activité.

Ils doivent observer un comportement discret dans les lieux d'attente, et ne pas entraver la dispensation des soins (limitation des conversations entre professionnels, utilisation du téléphone portable, tenue vestimentaire adéquate).

2- Vis-à-vis des professionnels de santé rencontrés

L'encadrement de nos collaborateurs s'assure de l'optimisation de l'organisation, de la planification et de la fréquence des visites.

En termes déontologiques, nos collaborateurs ne doivent pas utiliser d'incitations pour obtenir un droit de visite ni offrir à cette fin aucune rémunération ou dédommagement.

a) Organisation des visites

α- En tout lieu d'exercice du professionnel de santé

Nos collaborateurs s'attachent à ne pas perturber le bon fonctionnement du cabinet médical ou de l'établissement de santé visité. Ils doivent pour cela respecter les modalités d'organisation suivantes :

- Ils doivent s'assurer que leur interlocuteur a une parfaite connaissance, notamment, de leur identité, de leur fonction, du nom de l'entreprise et/ou du réseau représenté(e)s et le cas échéant du nom du titulaire de l'AMM de la spécialité présentée.
- Ils doivent respecter les horaires, conditions d'accès et de circulation au sein des différents lieux d'exercice où se déroule la rencontre ainsi que la durée et le lieu édictés par le professionnel de santé ou l'établissement de santé.

Les visites accompagnées (par exemple avec le directeur régional de l'entreprise ou réseau), doivent recevoir l'assentiment des professionnels de santé visités. L'accompagnant doit décliner son identité et sa fonction.

β- En établissement de santé

Dans les établissements de santé, en plus des règles générales inscrites dans la présente Charte, nos collaborateurs respectent les règles d'organisation pratique propres à l'établissement et, notamment :

- Le port d'un badge professionnel ;
- Les conditions d'accès à l'établissement, aux structures internes et aux professionnels de santé quel que soit leur mode d'exercice au sein de l'établissement ;
- Les règles d'identification et de circulation au sein de l'établissement définies par son règlement intérieur ;
- Le caractère collectif ou non de la visite.

En tout état de cause, en établissement de santé :

- L'accès aux structures à accès restreint (blocs opératoires, secteurs stériles, réanimation...) est interdit sans accord préalable, à chaque visite, des responsables des structures concernées.
- La rencontre fait l'objet d'une organisation préalable.
- Nos collaborateurs ne rencontrent les personnels en formation qu'avec l'accord préalable du cadre responsable ou du cadre de la structure.
- Nos collaborateurs ne rencontrent les internes qu'en présence ou avec l'accord préalable du praticien qui les encadre.
- Nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion ne recherchent pas de données spécifiques (consommation, coût...) propres aux structures internes et aux prescripteurs.

b) Recueil d'informations et respect de la loi Informatique et libertés

Les informations relatives aux professionnels habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments collectées par la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection le sont conformément à la loi sur l'informatique et les libertés (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

L'objectif du recueil de ces informations est de mieux comprendre les attentes de ces professionnels vis-à-vis du médicament et de son usage ou vis-à-vis de la classe thérapeutique concernée, de lui donner une information personnalisée et de rationaliser le travail de la personne exerçant une activité d'information promotionnelle par démarchage ou prospection.

Les informations répertoriées au sein des bases de données constituées ne doivent ainsi prendre en compte que des éléments professionnels et factuels et non des jugements de valeur ou des informations à caractère subjectif.

La base de données dans laquelle ces informations sont réunies est déclarée à la CNIL. Conformément à la loi, les professionnels habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments sont informés de l'existence d'un recueil de données informatiques les concernant. La personne exerçant une activité d'information promotionnelle par démarchage ou prospection doit informer les professionnels habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments sur les données obtenues à leur sujet lors d'enquêtes de prescription ou de dispensation individuelle ou par service et qui sont à sa disposition.

Sur demande écrite du professionnel de santé, nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection peuvent lui transmettre les données personnelles le concernant.

c) Relations professionnelles – congrès

Les invitations à des congrès scientifiques et/ou à des manifestations de promotion, ainsi que la participation à des activités de recherche ou d'évaluation scientifique doivent faire l'objet d'une convention transmise préalablement à l'ordre professionnel concerné. Ces conventions peuvent prévoir l'octroi aux professionnels de santé des avantages mentionnés aux articles L1453-3 et suivants du code de la santé publique. Ces avantages doivent par ailleurs être rendus publics par les entreprises qui les ont octroyés conformément à l'article L. 1453-1 du code de la santé publique et selon les modalités précisées aux articles D. 1453-1 et R. 1453-2 et suivants du code de la santé publique.

d) Echantillons

La remise d'échantillons de spécialités pharmaceutiques par nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection est interdite.

Est également interdite, la remise d'échantillons de produits cosmétiques, de compléments alimentaires et de dispositifs médicaux par nos collaborateurs, dès lors qu'elles présentent une spécialité pharmaceutique, et sans préjudice de l'application du 4^e alinéa de l'article L5122-10 CSP.

Les échantillons de dispositifs médicaux peuvent, toutefois, être utilisés pour la démonstration sous réserve des dispositions du chapitre III du titre 1^{er} du livre II de la 5^{ème} partie du code de la santé publique.

e) Cadeaux

Nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection ne doivent ni proposer aux professionnels de santé de cadeaux en nature ou en espèces faisant ou non l'objet d'une convention, ni répondre à d'éventuelles sollicitations dans ce domaine, conformément aux articles L. 1453-3 et suivants du Code de la Santé Publique.

f) Repas

Les repas offerts par nos collaborateurs aux professionnels de santé sont susceptibles de constituer des avantages au sens des dispositions des articles L. 1453-3 et L. 1453-5 du code de la santé publique.

Ils doivent en tout état de cause pour ne pas donner lieu à convention conserver un caractère impromptu et être en lien avec la visite auprès du professionnel de santé. Ils font l'objet, le cas échéant, de la publication prévue par les dispositions du II de l'article L. 1453-1 et des articles D. 1453-1 et R. 1453-2 et suivants du même code.

3- Vis-à-vis des entreprises concurrentes

L'information délivrée par nos collaborateurs sur la spécialité dont ils assurent la promotion et sur les spécialités concurrentes à même visée thérapeutique et figurant dans la stratégie thérapeutique définie par la Commission de la transparence doit être exempte de tout dénigrement et s'appuyer principalement sur les avis de la Commission de la Transparence. Le niveau d'ASMR, fixé par la HAS, est présenté loyalement.

Nos collaborateurs s'abstiennent de dénigrer les spécialités des entreprises concurrentes y compris médicaments génériques et biosimilaires.

4- Vis-à-vis de leur entreprise

Conformément à la loi, nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection portent sans délai à la connaissance du pharmacien responsable ou du département de pharmacovigilance, toute information recueillie auprès des professionnels de santé relative à la pharmacovigilance et/ou à un usage non conforme au bon usage de leurs médicaments.

5- Vis-à-vis de l'Assurance Maladie

Nos collaborateurs exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection précisent les indications remboursables et non remboursables des spécialités qu'ils présentent.

Ils présentent les divers conditionnements au regard de leur coût pour l'assurance maladie et notamment, pour les traitements chroniques, les conditionnements les mieux adaptés au patient et les plus économiques, ceci notamment envers les praticiens dont les prescriptions sont destinées à être exécutées en ville.

Ils précisent si la spécialité qu'ils présentent fait l'objet d'un tarif forfaitaire de responsabilité.

LEO Pharma
2 rue René Caudron
78 960 Voisins-le-Bretonneux
Tel 01 30 14 40 00. www.leo-pharma.fr